



Programme Euromed Audiovisuel III

Forum du Film sud méditerranéen

Atelier 1 :

Mardi 2 décembre 2014, 14h30-18h

Modératrice : Catherine Buresi

Résumé de la présentation (voir Powerpoint ci-joint) - Le projet "Fonds de soutien au cinéma du sud de la Méditerranée" et les recommandations du groupe de travail sur le financement ont été distribués aux participants et se trouvent dans les dossiers de la conférence.

Résumé de l'atelier

Panel 1

Evaluation des résultats du groupe de travail sur le financement

Mohannad Al Bakri (Jordanie), Hala Galal (Egypte), Nabila Rezaig (Algérie), Itidal Ismail (Palestine)

Les questions suivantes ont été posées au panel :

- Que pensez-vous des résultats obtenus et du travail collectif qui a été fait ? Pensez-vous qu'il ait porté ses fruits à l'échelle régionale, mais aussi pour vous d'un point de vue personnel, dans votre pays et pour votre travail au quotidien ?
- Comment pensez-vous mettre en place le fonds discuté ? Qui devrait le financer, et comment ? Quelles devraient être les conditions préalables à son existence ?

Ce panel a commencé en réagissant à une déclaration provocatrice faite le matin même par M. Kamel Mouline du CCM (Maroc), qui a déclaré que le projet de fonds de développement régional n'était pas réaliste.

Tous les membres du panel et du public s'accordent à dire que cette déclaration est fautive :

- Dans une région où le soutien au cinéma n'est pas constant (le fonds El Mawred, basé en Egypte et la Dubai Film Connection viennent par exemple de disparaître), un mécanisme régional permettrait de garantir cette stabilité
- Il viendrait en aide aux pays ne disposant pas de tels systèmes
- Il soutiendrait les jeunes cinéastes et les femmes cinéastes
- Pour en faire une réalité et pour trouver des investisseurs, les avantages devraient être repris dans une liste. Y seraient également repris des succès cinématographiques arabes actuels tels que *Caramel* (Liban), *Les femmes du bus 678* (Egypte), *Theeb* (Jordanie), *Eyes of a thief* (Palestine), le tout en mettant l'accent sur leur potentiel à générer des recettes.

Une vaste discussion est lancée concernant les avantages et inconvénients du secteur privé et public. Un consensus est atteint : il faut faire davantage confiance aux financements privés plutôt qu'aux financements publics, qui sont perçus comme chronophages et globalement peu fiables.



Quoi qu'il en soit, la durabilité du mécanisme régional devrait être assurée par la création d'une organisation régionale.

De façon générale, les membres du panel ont mis l'accent sur l'effet considérable de réseautage du groupe de travail sur le financement et des collaborations bilatérales permises grâce à son existence. Par exemple, les liens qui unissent l'Algérie (AARC), la Jordanie (RFC) et Shashat en Palestine.

Panel 2

Le rôle des forces du marché dans le financement : Télévision/distribution/marchés

Hanadi Masoud (Palestine), Hala Zureiqat (Jordanie), Hind Saih (Maroc), Khaled Haddad (Jordanie)

Les questions suivantes ont été posées au panel :

- Que pensez-vous de l'état actuel des financements de films et de l'audiovisuel dans la région, et à quel point le travail du groupe de travail sur le financement a-t-il été utile ?
- Quelles sont les tendances actuelles dans ce domaine dans votre pays (nouveaux projets télévisés, distribution, marchés) et comment sont-elles liées au financement de films ?

Les chaînes de télévision participantes, PBC de Palestine et Roya TV de Jordanie ont toutes deux fait part de leur intérêt concernant les productions indépendantes régionales ou nationales. PBC est une chaîne plus importante qui peut donc se permettre de produire, coproduire ou acheter des émissions pour la région, alors que Roya est une chaîne plus jeune et surtout privée, qui travaille avec de jeunes talents jordaniens mais ne peut se permettre de beaucoup dépenser dans la région vu qu'elle ne dispose pas encore de département acquisitions et devrait se tourner vers des distributeurs plutôt que des indépendants pour acheter ses émissions.

Cependant, ces deux chaînes ne sont pas actives en ce qui concerne les longs métrages, domaine dans lequel très peu d'investisseurs de la région investissent et qui les intéresse très peu pour la diffusion de productions régionales. Pour pallier ce problème, Khaled Haddad, membre du panel originaire de Jordanie, a formulé une proposition provocante : il faudrait créer un fonds pour encourager les chaînes régionales à diffuser des films régionaux et, par là même, soutenir le doublage/le sous-titrage et les relations publiques.

Le public trouve l'idée scandaleuse mais ce type de fonds existe bel et bien en Europe (programmation télévisée à Europe Créative qui bénéficie au producteur et non à la chaîne).

Hind Saih présente ensuite son action spécifique avec le FIDADOC et 2M au Maroc ayant pour but une meilleure circulation des documentaires dans le pays et dans la région. Cet exemple est salué par tous les participants comme étant un exemple de meilleure pratique à adopter.

Certains producteurs présents dans le public ont insisté sur le fait que les chaînes culturelles font défaut dans la région. Hanadi Masoud de PBC annonce la lancée d'une chaîne de ce type en Palestine pour début 2015.

Le mot clé devrait être "public cible". Si les chaînes sont plus conscientes de ce qu'elles cherchent et pour quel public, cela facilitera les liens avec les indépendants. C'est d'ailleurs une des recommandations du groupe de travail sur le financement.

Pour les participants, internet est également une solution alternative à la diffusion pour renforcer la distribution régionale.



Panel 3

Coproduction : situation actuelle dans la région

Diane Aractingi (Liban), Melik Kochbati (Tunisie), Firas Khoury (Palestine)

Les questions suivantes ont été posées au panel :

- Que pensez-vous de l'état actuel des financements de films et de l'audiovisuel dans la région, et à quel point le travail du groupe de travail sur le financement a-t-il été utile dans ce domaine (études, aspects juridiques) ?
- Quelles sont les tendances actuelles dans votre pays dans les domaines de la coproduction ? Pensez-vous qu'elles soient à la hausse ou non, et qu'elles soient indispensables ? Que peut on faire pour les renforcer ?

Panel 4

Perspectives : nouveaux fonds en cours

Lina Bokhary (Palestine), Maya De Freige (Liban), Magda Wassef (Egypte) et Mohamed Al Maanouni (Maroc) pour ICAM.

Les questions suivantes ont été posées au panel :

- Quelle est la situation pour les financements de films dans votre pays ? Y a-t-il des projets pour trouver de nouvelles sources de financements (fonds de soutien ou incitations fiscales) et à quel point le travail du groupe de travail sur le financement a-t-il été utile dans ce domaine ?
- Selon vous, à quoi ressemble l'avenir en ce qui concerne le financement de films dans la région MENA (et dans votre pays) ? Y a-t-il une action qui soit vraiment utile pour l'avenir ?

Les deux derniers panels ont été rassemblés en un panel

Concernant la coproduction: selon les membre du panel, aucune base n'a été jetée dans le cadre de EAV-III au niveau régional, mais des coproductions bilatérales sont en cours. A cause du manque de financement, la coproduction est principalement perçue comme un outil de financement dans la région alors que des "coproductions naturelles" devraient avoir lieu plus souvent.

Le film en tant que projet devrait se situer au centre et ne devrait pas devoir courir après les financements.

Perspectives :

Lina Bokhary explique quelle est la situation en Palestine: aucune nouveauté concernant les financements mais de nouveaux projets de formations soutenus par la Danish Film Fund.

Le Liban est source de bonnes nouvelles : de nouveaux projets y sont nés. La banque centrale du Liban a lancé une nouvelle initiative soutenant des projets innovateurs, il y a trois nouveaux fonds en cours et on travaille à la création d'incitatifs fiscaux, suite à la mission soutenue par le programme EAV-III en janvier 2013.

La session prend fin avec la présentation de ICAM (Investir dans la culture et l'audiovisuel dans la Méditerranée). Ce nouveau projet devrait être en vigueur dès début 2015 et servira de fonds régional de soutien aux projets cinématographiques mais aussi à d'autres projets artistiques qui peuvent créer des possibilités d'emploi comme la mode, la littérature, la musique, l'art graphique, etc. ICAM sera soutenu pendant trois ans par l'UE dans le cadre du programme Med Culture.



III. Conclusions

"Réseautage" est sans aucun doute le mot clé de l'évaluation des résultats du programme EAV-III : les liens tissés au niveau régional sont solides, alors que les résultats concrets semblent plus visibles d'un point de vue bilatéral et national, comme pour les incitations fiscales au Liban ou les coopérations organisées par AARC (Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel), en Algérie.

En fait, l'UE est perçue par la plupart des parties prenantes comme étant un "regroupement régional", ou encore comme étant la seule "autorité" créant des possibilités régionales.

Dernier mot clé : le secteur privé. La plupart des participants, même ceux issus d'autorités nationales, semblent distinguer plus de possibilités dans le secteur privé et dans la société civile pour rendre possible un mécanisme de financement régional.